



PROJET ÉDUCATIF LOISIRS - VACANCES



Texte voté par le conseil d'administration
de la Ligue de l'enseignement le 10 juin 2004
Chiffres mis à jour début 2013



Le secteur vacances de
la ligue de
l'enseignement
en lien avec l'éducation populaire



ÉLÉMENTS DU PROJET ÉDUCATIF GÉNÉRAL DE LA LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

1. Synthèse historique de la Ligue de l'enseignement

La Ligue de l'enseignement a été créée en 1866. Ses fondateurs voulaient former des citoyens libres et indépendants capables de s'émanciper des tutelles et d'assumer, en totale autonomie, leurs choix de vie, dans un cadre républicain. Ils avaient fait le constat qu'il était quasi-impossible pour des individus d'assumer leur pleine citoyenneté sans un minimum d'instruction et de formation. A cette époque les trois quarts de la population étaient illettrés et l'enseignement totalement contrôlé par « l'Église ». La Ligue de l'enseignement est à l'origine des lois « Jules Ferry », qui rendront la scolarité obligatoire, publique, gratuite et laïque (1881, 1882 et suivantes). La Ligue a joué et joue encore un rôle important dans la promotion de la vie associative.



La Ligue de l'enseignement continue de développer son projet initial : former le citoyen, et de le décliner au travers de nombreux domaines et multiples actions :

- Dans le domaine du sport, en favorisant la participation plutôt que la compétition ;
- Dans le domaine de la culture, en développant une éducation artistique et culturelle accessible à tous ;
- Dans le domaine de l'environnement, en favorisant la prise de conscience individuelle et collective des enjeux liés à l'environnement et au développement durable ;
- Dans le domaine des relations internationales, en favorisant les échanges pour la mise en œuvre d'une citoyenneté européenne et internationale ;
- Dans le domaine des classes de découvertes et des séjours éducatifs : la Ligue de l'enseignement a organisé les premières classes de découvertes, dès 1948 à L'Abérouat (64), puis en 1953 à La Féclaz (73). Depuis, elle développe un partenariat important avec le ministère de l'Éducation nationale ;
- Dans le domaine des vacances et des loisirs, en favorisant le droit aux vacances et aux loisirs pour tous :
 - 1928 : création de l'UFOVAL : séjours de vacances pour enfants et adolescents.
 - 1936 : la Ligue joue un rôle important, en partenariat avec la CGT, dans la mise en œuvre des congés payés.
 - 1947 : la Ligue crée le Centre laïque de tourisme culturel (CLTC), destiné à développer l'accès aux vacances et aux loisirs des adultes et des familles.



2. La Ligue de l'enseignement aujourd'hui

Aujourd'hui, la Ligue de l'enseignement, mouvement d'éducation populaire, invite les citoyens à s'associer dans la lutte contre les inégalités, à débattre et à être acteurs dans la cité afin de construire une société plus juste, plus libre et plus solidaire, visant à l'émancipation de tous. La Ligue définit quatre objectifs prioritaires :

■ **Pour un véritable droit à l'éducation et à la formation tout au long de la vie, et une éducation démocratique de l'enfance et de la jeunesse**

L'éducation et la formation tout au long de la vie ne peuvent être cantonnées aux seules exigences de l'employabilité. La Ligue mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour que chaque citoyen puisse bénéficier des pratiques formatives qui l'intéressent et de la valorisation de son expérience sociale et associative.

L'accès à l'éducation et la formation tout au long de la vie s'appuie sur une éducation de base, dispensée par l'École et les différents acteurs éducatifs de l'enfance et de la jeunesse.

■ **Pour l'exercice de la citoyenneté sur tous les territoires et la promotion de l'engagement bénévole et associatif**

La démocratie participative est indissociable de la démocratie délibérative. La promotion permanente de l'engagement et du bénévolat associatifs sont les compléments obligatoires des initiatives institutionnelles.

■ **Pour reconnaître et favoriser l'expression de la diversité et lutter contre toutes les formes de discriminations**

Cet objectif englobe la réflexion et les actions qui traitent de toutes les questions liées au pluralisme, à la diversité des cultures, aux formes de dominations et aux injustices sociales.

■ **Pour la prise en compte de l'environnement et du développement durable à la Ligue et dans notre société**

La Ligue de l'enseignement est engagée depuis plus de 20 ans dans divers projets qui visent à développer une culture de l'environnement et du développement durable en son sein, ainsi qu'auprès des publics qu'elle accueille. Après avoir été à l'initiative du label Citoyenneté - Environnement - Développement durable (CED) pour ses centres de classes de découvertes en 1992, après le premier sommet de la Terre à Rio, du premier « Agenda 21 » associatif en 2007, la Ligue poursuit cette stratégie : gestion de nos équipements, fonctionnement et gestion de nos sièges, actions de solidarité internationale, mise en œuvre dans nos secteurs d'activité (tourisme social et associatif durable), dans notre projet éducatif, etc.

3. La continuité éducative à la Ligue : des principes communs

L'action éducative de la Ligue de l'enseignement est menée au travers de tous ses champs d'intervention : éducation, culture, sports, loisirs, vacances, classes de découvertes, séjours éducatifs, formation, insertion...

Le principe de continuité éducative s'applique quel que soit le temps, le lieu.

La Ligue de l'enseignement développe en conséquence une politique globale en direction de l'adulte, de la famille, de la jeunesse et de l'enfance.

La volonté éducative de la Ligue est à la fois de permettre à chaque individu d'être en capacité de réussir sa vie et son épanouissement personnel et de devenir un citoyen libre et autonome. À cette fin, elle est particulièrement soucieuse de contribuer au développement de l'égalité et à la réduction des inégalités sociales.

Ses actions ont pour ambition d'aider à donner à l'individu les outils permettant à sa personnalité tout entière de s'éveiller et de s'affirmer. Pour cela, il sera nécessaire de :

AGIR POUR LA LAICITE :

- Reconnaître à tous le droit à la diversité dans le cadre républicain.
- Respecter les choix individuels et ne privilégier aucune conviction particulariste.
- Faire découvrir et connaître la laïcité comme support du « vivre ensemble » et principe d'organisation politique d'une république démocratique.

FAVORISER UN FONCTIONNEMENT DEMOCRATIQUE :

- Permettre d'avoir une attitude responsable : respecter l'autre dans son individualité, son intégrité, ses différences, tout en respectant les règles de vie collective.
- Aider tout individu à mieux maîtriser son milieu de vie et développer ses capacités d'analyse critique.
- Reconnaître à tout individu la fonction de citoyen et lui permettre d'acquérir la capacité de participer aux réflexions et décisions collectives.

FAVORISER L'AUTONOMIE ET LA SOCIALISATION :

- Permettre l'affirmation de la personnalité de chacun, son esprit d'initiative, son esprit critique, ses capacités créatives, sa responsabilité.
- Favoriser l'émancipation pour que chacun soit libre, autonome et indépendant, dans le respect des autres.

- Permettre à chacun d'être un individu lucide, capable :
 - De vivre dans la société telle qu'elle est ;
 - D'y vivre tout en la critiquant ;
 - De se donner les moyens d'agir sur elle pour l'améliorer et la transformer ;
 - Favoriser les solidarités sociales, économiques, les libertés, le sens des responsabilités individuelles.

FAIRE VIVRE LA MIXITE SOCIALE :

- Pour que nos activités soient des vecteurs de mixité sociale :
- En faciliter l'accès à toutes les catégories sociales.
- Faire obstacle à tout type de discrimination.
- Faciliter l'accueil des personnes en situation de handicap.

DEVELOPPER LA FORMATION :

- Préparer les militants à participer à la réalisation de projets.
- Favoriser l'accès à nos formations des personnes qui aspirent à un développement personnel dans le cadre d'une démarche citoyenne.
- Transmettre et faire partager le projet éducatif de la Ligue.
- Promouvoir et faciliter l'accès à la prise de responsabilité sociale et éducative.

ETRE ACTEUR DE L'ECONOMIE SOCIALE :

- Assumer pleinement notre fonction d'entrepreneur de l'économie sociale et de gestionnaire, acteur à part entière de l'économie.
- Prêter une attention particulière à la formation du personnel et aux conditions de travail.
- Favoriser l'intégration de personnel en situation d'insertion sociale.
- Favoriser l'économie locale dans le cadre du développement durable des territoires.

AGIR DANS LE CADRE D'UN TOURISME DURABLE :

- Organiser nos projets et notre fonctionnement en respectant les principes du programme CED : Citoyenneté - Environnement - Développement durable.
- Faire en sorte que le secteur vacances de la Ligue de l'enseignement agisse pour un tourisme durable, respectueux des habitants et de l'environnement.
- Favoriser les relations commerciales relevant des pratiques du commerce équitable.

Dans ses diverses interventions, la Ligue favorise et accompagne les initiatives (appui, conseil, formation), agit en co-réalisateur d'un programme public, répond aux besoins de ses adhérents, organise des prestations de service, assure des missions et des délégations de service public.

NOS CHAMPS D'INTERVENTION :

1. Les centres de loisirs

Les temps « libres » des enfants sont beaucoup plus importants que ceux de leurs parents. Il a donc fallu créer des espaces qui permettent la prise en charge des enfants et des jeunes. Ils sont multiples : le matin avant le début de l'école, le temps de la restauration et de la pause méridienne, la fin d'après-midi après l'école, le mercredi, la fin de semaine et les périodes de vacances scolaires. L'accueil, l'animation, dans ces temps et ces lieux, sont organisés dans le cadre de centres de loisirs.

Le centre de loisirs est un lieu de loisirs, d'épanouissement, d'apprentissage, de socialisation, de citoyenneté. Ce n'est pas une « garderie ».

Le centre de loisirs est conçu pour permettre un accueil éducatif de qualité, grâce à des équipes spécialement formées. Il se déroule sur la commune et est vecteur d'actions propres, d'orientation, d'information et d'écoute auprès des enfants, des familles et des élus.

Il offre un choix d'activités selon le projet local, dans un environnement bien identifié et assurant la lisibilité du temps et de la fonction de loisirs. Ceci est particulièrement important lorsque c'est un établissement scolaire qui sert de structure d'accueil.

L'enfant a besoin d'activités éducatives qui passent par le jeu. Pour son équilibre il a aussi besoin « d'inactivité », de temps durant lesquels il vit à son rythme et se donne du temps pour jouer, pour rêver.

Le centre de loisirs est organisé en fonction du public accueilli : enfants d'âge maternel, enfants, adolescents.

La mise en place d'un centre de loisirs répond à différents objectifs :

- La mise en œuvre du principe de continuité éducative entre les différents lieux et moments de vie de l'enfant ou du jeune.
- Le développement du lien social, par la contribution à une citoyenneté active principalement de proximité : participation à la vie locale, aux événements locaux, au conseil municipal de jeunes...
- Le développement de l'animation de la cité, avec une implication des enfants et des jeunes dans la vie de leur commune.



- L'accès à toutes les familles (sa proximité et son coût doivent aller dans ce sens).
- Le développement de l'emploi des jeunes sur la commune ou le territoire d'implantation.

La Ligue de l'enseignement se positionne en partenaire actif de la commune en inscrivant son projet dans le cadre de l'aménagement global du temps de l'enfant sur la commune, et devient ainsi un véritable acteur d'économie sociale locale. Le centre de loisirs est ouvert à tous et concourt à l'éducation des enfants qui nous sont confiés.

Pour cela, il doit permettre, par son fonctionnement et dans le respect de nos finalités éducatives globales :

- Le développement des relations éducatives,
- Le développement des capacités d'analyse critique par la liberté d'expression individuelle et les échanges collectifs,
- L'épanouissement de l'enfant par le jeu et la pratique d'activités diverses (culturelles, sportives, artistiques, scientifiques...),
- La découverte de l'environnement naturel, social, culturel et géographique, du lieu de vie de l'enfant,
- Le développement d'activités créatives,
- L'apprentissage de techniques,
- La participation à la vie de la cité, par l'intégration et même l'initiative, à des manifestations du quartier, de la commune. Le centre de loisirs pourra jouer un rôle fédérateur et de transversalité de la vie locale.

L'équipe éducative doit donc tout mettre en œuvre pour répondre aux droits, aux besoins et aux aspirations des enfants et des jeunes, en n'oubliant jamais que, si ceux-ci ont des droits, ils ont aussi des devoirs. Elle doit donc faire en sorte que les uns et les autres soient toujours respectés.

Le centre de loisirs doit pouvoir garantir à l'enfant et au jeune :

- Des conditions de vie assurant harmonieusement son développement physique, affectif et moral,
- Une nourriture équilibrée et de qualité,
- Des conditions de sécurité,
- Le respect des rythmes de vie propres à chacun,
- Le respect de l'individu,

- Le droit à la liberté, à la dignité, dans le respect de l'autre,
- Le centre de loisirs doit permettre à l'enfant de s'émanciper et d'être acteur de ses loisirs,
- Le droit au plaisir : c'est le moteur essentiel de tous les moments dans nos centres de loisirs.

Les centres de loisirs sont des espaces éducatifs complémentaires. Pour un épanouissement complet de l'enfant, pour faciliter sa socialisation et pour lui permettre la découverte d'environnements nouveaux, l'organisation de séjours de vacances, pendant ou en dehors du centre de loisirs sera activement recherchée.

2. Les vacances pour enfants et adolescents

Le centre de vacances accueille des enfants ou des adolescents, venus vivre et pratiquer ensemble des activités ludiques, sportives, culturelles, artistiques. Il est ouvert à tous.

Le centre de vacances doit participer à l'éducation du jeune qui nous est confié en favorisant son épanouissement complet, en facilitant sa socialisation et en lui permettant la découverte d'environnements nouveaux. Le centre de vacances permet la construction d'une démarche citoyenne grâce à la vie en collectivité.



L'équipe éducative doit donc tout mettre en œuvre pour répondre aux droits, aux besoins et aux aspirations des enfants et des jeunes en n'oubliant jamais que, si ceux-ci ont des droits, ils ont aussi des devoirs. Elle doit donc faire en sorte que les uns et les autres soient toujours respectés.

Le centre de vacances doit permettre, par son fonctionnement, dans le cadre de nos finalités éducatives globales :

- Le développement des relations éducatives,
- Le développement des capacités d'analyse critique par la liberté d'expression individuelle et les échanges collectifs,
- L'épanouissement de l'enfant par le jeu et la pratique d'activités diverses (culturelles, sportives, artistiques, scientifiques...),
- La découverte de l'environnement, naturel, social, culturel et géographique du lieu de vie de l'enfant,
- Le dépaysement qui rompt avec la routine et avive la curiosité,
- Le développement d'activités créatives,
- L'apprentissage de techniques,

Le centre de vacances doit aussi pouvoir garantir au jeune :

- Des conditions de vie assurant harmonieusement son développement physique, affectif et moral,
- Une nourriture équilibrée et de qualité,
- Des conditions de sécurité,
- Le respect des rythmes de vie propres à chacun,
- Le respect de l'individu,
- Le droit à la liberté, à la dignité, dans le respect de l'autre,
- Le centre de vacances doit permettre à l'enfant de s'émanciper et d'être acteur de ses vacances.
- Le droit au plaisir : c'est le moteur essentiel de tous les moments dans nos centres de vacances.

Les centres de vacances pour enfants et adolescents organisés par la Ligue de l'enseignement sont des temps et des lieux de mise en œuvre de la mixité sociale. Ils sont ouverts à tous les enfants et les jeunes, qu'ils nous soient confiés par leurs familles ou par des institutions. Leur participation à nos séjours se fait alors en partenariat avec les services spécialisés en charge de ces jeunes.

3. Les vacances familiales

Le tourisme social et associatif a été porté par les mouvements d'éducation populaire, les associations, les comités d'entreprise et les collectivités territoriales. Il a été accompagné et soutenu par les pouvoirs publics.

Après s'être préoccupé prioritairement des enfants et des adolescents, il s'est ensuite intéressé aux vacances familiales, dans le prolongement de ses missions.

Les formules d'accueil touristique traditionnelles, en particulier celles de l'hôtellerie, étaient inaccessibles notamment pour des raisons financières, mais aussi parce qu'elles n'étaient pas conçues pour l'accueil de familles et en particulier l'accueil d'enfants en bas âge.

Les séjours familiaux permettent à tous les membres de la famille, par le biais des maisons familiales et des villages de vacances, de vivre un séjour en commun, à leur rythme, selon leurs désirs. En outre, ils offrent un cadre libéré des contraintes de gestion du quotidien et permettent, grâce au système de pension complète par exemple, à tous les membres de la famille, de véritablement se reposer. D'autre part, le tourisme familial permet le partage de valeurs sociales, culturelles et éducatives.

Les séjours familiaux proposés par La Ligue de l'enseignement doivent permettre à un adulte seul, comme à tout membre d'une famille (couples avec ou sans enfants, grands-parents, petits enfants, familles monoparentales), de se retrouver, de partager du temps et de se ressourcer tout en s'ouvrant aux autres.

Quel que soit le mode d'organisation de la famille, tous ses membres sont les bienvenus à la Ligue où ils trouveront des propositions adaptées à leurs souhaits et à leurs besoins.

Nos équipes, spécialement formées, proposent des programmes d'activités qui s'appuient sur un concept à la fois ludique et éducatif, et qui concernent toutes les tranches d'âges composant la famille. Des activités intergénérationnelles seront proposées.

La Ligue affirme que les séjours de vacances qu'elle organise sont vecteurs de mixité sociale et d'éducation à la citoyenneté. Dans ce cadre, elle accueille dans ses villages de vacances tous les publics sans discrimination d'origine ethnique, sociale, culturelle, religieuse, ou de handicap.

Développer les relations entre vacanciers, générer de la convivialité, développer du lien social, sont les principaux objectifs de nos équipes d'animation.

Les activités doivent permettre aux résidents de pouvoir s'ouvrir sur l'environnement proche :

- Découvrir l'environnement humain : artisanat, activités économiques locales...
- Découvrir le patrimoine : histoire, folklore, gastronomie...
- Découvrir la faune, la flore...

L'organisation des séjours permettra le « vivre ensemble » : les animateurs développeront des activités adaptées aux différents publics accueillis.

Les centres de vacances privilégient l'emploi régional et les partenariats avec les entreprises locales.

Grâce à leur action éducative, ils participent au développement d'un tourisme respectueux des habitants, de l'environnement et des sites.

La rigueur de la gestion et nos savoir-faire permettent l'amélioration constante de nos réalisations et la garantie de prix « tout compris ».

D'autre part, la Ligue de l'enseignement participe activement à de nombreuses actions de solidarité. Elle est ainsi l'un des acteurs importants de la Bourse Solidarité Vacances, du Vivathlon, des opérations « Vacances ouvertes », « Tandem » ou « Éduc'action », par exemple.

Elle réalise régulièrement dans ses villages de vacances, des travaux d'aménagement et de mise aux normes d'accessibilité pour les handicapés.



ANNEXES

1. Notre organisation

La Ligue de l'enseignement assume quatre missions :

- La fédération d'initiatives dans le domaine des séjours éducatifs, des loisirs, des vacances et du tourisme : impulsion, appui, formation, valorisation.
- L'organisation d'un réseau national cohérent qui permet sur l'ensemble du territoire :
 - D'organiser des séjours adaptés aux besoins,
 - D'assurer l'inscription à ces réalisations particulières et à celles de l'ensemble du réseau,
 - De garantir la qualité, la visibilité (labels, chartes graphiques),
 - De favoriser les coopérations, de renforcer la centrale de réservation commune, en permettant l'articulation entre régions d'accueil et régions de départ, fédérations de producteurs et fédérations de diffuseurs, en évitant doubles emplois, et en démultipliant notre présence sous forme de partenariats à divers niveaux.
- La gestion et le développement de centres d'accueil, véritables entreprises de l'économie sociale, contribuant à l'équilibre général et à la pérennité du mouvement « Ligue » :
 - En participant, à une juste hauteur, aux charges communes à tous les secteurs d'activités,
 - En dégageant des moyens pour des actions entrant dans son programme,
 - En répartissant équitablement les produits.
- La dynamique et la présence du mouvement Ligue :
 - Pour peser avec des partenaires sur des politiques publiques et des mesures sociales permettant de contribuer à l'accessibilité aux vacances et aux loisirs et à la diminution des inégalités, pour préciser les conditions d'un engagement volontaire contribuant à retisser le lien social. Annuellement, plus de 6 millions de mineurs sont accueillis en centres de vacances et en centres de loisirs. La direction et l'animation de ces séjours ne peuvent être assurées, en très grande majorité, que par des « occasionnels », parmi lesquels des lycéens, des étudiants et des enseignants, qui s'engagent volontairement pendant quelques semaines auprès de ces enfants et de ces jeunes. Ces fonctions d'animation ou de direction remplissent deux missions sociales essentielles.

- Elles permettent, d'une part, à de jeunes animateurs d'exercer une première prise de responsabilité, et de trouver un espace pour faire vivre leur engagement. D'autre part, enfants et jeunes peuvent ainsi bénéficier d'animateurs en nombre suffisant, sur une période de l'année très courte. L'actualité récente a montré la fragilité du statut juridique de ces « occasionnels » (contrat d'engagement éducatif – CEE). Aussi, la Ligue de l'enseignement revendique et œuvre à la création d'un statut spécifique, défini réglementairement, qui se situera en dehors du droit du travail ; celui de l'animation volontaire ;
- Pour faire reconnaître la place entière de l'économie sociale comme moyen original d'entreprendre, de contribuer à l'emploi et au développement ;
- Pour faire reconnaître et dynamiser le tourisme social et associatif par la participation au développement durable régional.

2. Le tourisme social et associatif : un indispensable trait d'union

Notre société ne peut fonctionner sur un modèle de société binaire où les activités rentables relèveraient de l'entreprise marchande et la réponse aux besoins sociaux non rentables du service public ou de la « charité » individuelle ou collective en partie aidée.

L'engagement de pionniers, les efforts de professionnels ont donné naissance aux classes de découvertes, voyages scolaires et séjours éducatifs, mais aussi à l'organisation et la gestion de centres de loisirs, de séjours de vacances collectives pour enfants et adolescents, et de séjours familiaux en France ou à l'étranger, et permis le développement d'une économie sociale originale. Le tourisme social et associatif démontre son extraordinaire capacité à répondre à des besoins fondamentaux par des stratégies de développement local et de défense du droit aux loisirs.

Le tourisme social et associatif est un exemple de la réussite de la conjugaison entre des objectifs sociaux et un nécessaire réalisme de gestion, s'appuyant sur un partenariat avec les politiques publiques, qu'elles soient nationales ou locales. Quelques données chiffrées issues de l'Unat (Union nationale des associations de tourisme) illustrent cette réalité :

- 1,9 milliard d'euros de chiffre d'affaires pour le secteur du tourisme social et associatif,
- 44 000 emplois dont 20 000 emplois « équivalents temps plein »,
- 3,2 millions de personnes accueillies,
- 24 millions de journées vacances.

Le tourisme social et associatif permet la combinaison d'une valeur ajoutée économique, principalement dans le cadre du développement local, à une valeur ajoutée sociale.

Sa fonction, son rôle méritent une reconnaissance à tous les échelons de la société, que ce soit par ses retombées économiques ou en termes de politiques sociales, pour permettre le départ en vacances du plus grand nombre.

La Ligue de l'enseignement tient toute sa place au sein de coordinations telles que la Jeunesse au plein air (JPA) ou l'Unat. Elle relaie toutes les actions à caractère politique ou revendicatif, en particulier dans le cadre de la déclaration commune entre l'Unat et les grandes centrales syndicales.

Le secteur classes de découvertes et vacances de la Ligue est reconnu par les différentes instances éducatives comme un partenaire important pour son apport complémentaire à l'Éducation nationale et aux politiques éducatives territoriales. Il doit être reconnu, en tant qu'organisation d'économie sociale, comme un acteur à part entière du tourisme.

Sa double réalité lui permet de favoriser l'égalité des chances et la réussite scolaire. Par l'accessibilité aux activités de loisirs et de vacances, elle aide à l'intégration et à l'épanouissement de tous.

La Ligue de l'enseignement est un des acteurs majeurs du tourisme social et associatif.

Le tourisme social et associatif s'appuie sur trois caractéristiques fondamentales :

- Son objet social : il a été créé pour permettre le départ en vacances du plus grand nombre ;
- Son rôle d'aménageur du territoire : ses 1 500 centres d'accueil représentent plus de 500 000 lits, se répartissant entre villages de vacances, centres de vacances pour enfants et adolescents, auberges et centres d'accueil de jeunes, refuges et chalets, centres sportifs, campings, sur l'ensemble du territoire, en montagne, en milieu rural et en bord de mer ;
- Sa contribution économique, que l'on peut évaluer, rien que pour la Ligue de l'enseignement, à 280 millions d'euros de chiffre d'affaires et des milliers d'emplois.

Le tourisme social et associatif est sans doute l'une des illustrations les plus marquantes, mais souvent ignorées de ce que peut être l'économie sociale et solidaire. C'est aussi un véritable moteur du développement local.

S'il a été à l'origine de la démocratisation des vacances en France depuis 1950, il n'en continue pas moins d'être à la pointe de la modernité grâce à une offre très diversifiée, tant au niveau de ses contenus que de sa localisation et une grande polyvalence des accueils.

Le tourisme social et associatif se caractérise aussi par la diversité de ses propositions d'accueil et de contenus. La Ligue de l'enseignement en est un des principaux acteurs avec ses 160 centres et villages de vacances pour 21 000 lits :

- Plus de 500 000 enfants et adolescents (4-17 ans) partent chaque année : vacances, séjours linguistiques et accueils de loisirs ;
- Parmi ces enfants, 170 000 partent en classes de découvertes et en voyages scolaires éducatifs, en France et à l'étranger ;
- 60 000 personnes accueillies dans nos villages vacances, gîtes...

Sa gestion désintéressée lui permet, encore aujourd'hui, de pouvoir accueillir des familles aux revenus modestes, voire en difficulté, dans un contexte de mixité sociale.

Le tourisme social et associatif est ouvert à toutes les catégories sociales. Les excédents financiers dégagés ne contribuent pas à l'enrichissement d'individus, mais sont totalement réinvestis dans le cadre du projet associatif.

En 2012, une étude du Credoc révélait que le taux de personnes partant en vacances est resté stable entre 2008 et 2012. En revanche, sur la même période, ce taux est passé de 47 à 37% en ce qui concerne les familles modestes.

Le Credoc, comme l'Ovlej-JPA, a montré que chaque année, 3 millions d'enfants – soit 25% de la population – ne partaient pas en vacances. Et parmi les enfants ne partant pas en vacances, un enfant sur deux est issu d'une famille monoparentale.

Sans l'existence du tourisme social et associatif, c'est la moitié de la population qui serait privée de vacances.

Le tourisme social et associatif est donc un acteur incontournable de la politique sociale des vacances pour que l'accès aux vacances pour tous devienne une réalité dans notre pays.



Laique et indépendante, la Ligue de l'enseignement réunit des hommes et des femmes qui agissent au quotidien pour faire vivre la citoyenneté en favorisant l'accès de tous à l'éducation, la culture, les loisirs ou le sport.

Des centaines de milliers de bénévoles et plusieurs milliers de professionnels se mobilisent, partout en France, au sein de près de 30 000 associations locales et d'un important réseau d'entreprises de l'économie sociale.

Tous y trouvent les ressources, l'accompagnement et la formation nécessaires pour concrétiser leurs initiatives et leurs projets.

Tous refusent la résignation et proposent une alternative au chacun pour soi.

Rejoignez-nous...

.....

PROJET ÉDUCATIF LOISIRS - VACANCES

**Texte voté par le conseil d'administration
de la Ligue de l'enseignement le 10 juin
Chiffres mis à jour début 2013**

.....

Conception : Ligue de l'enseignement

Photo de couverture : Benoît Debuisser

www.laligue.org



Le secteur vacances de

